

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 16 au 22 octobre 2025

Face à la perte de compétitivité européenne et à la fuite croissante des capitaux vers les États-Unis et l'Asie, le chancelier allemand Friedrich Merz a proposé, le 16 octobre 2025, lors d'une intervention sur la compétitivité économique de l'Europe, la création d'une Bourse européenne unifiée. Son objectif: doter l'Union européenne d'une place financière capable de rivaliser avec Wall Street ou la City, et de mieux canaliser les investissements vers les entreprises du continent. Pour Berlin, cette initiative s'inscrit dans une volonté plus large de renforcer la souveraineté économique et financière de l'Europe, en évitant que les grands groupes européens ne cherchent des financements à l'étranger. Cependant, plusieurs économistes jugent cette idée symbolique mais insuffisante, estimant que le problème ne vient pas du manque de places financières, mais plutôt d'un manque de vision politique, de stabilité fiscale et d'investissements d'avenir.

À Berlin, plusieurs milliers de personnes ont manifesté devant le siège de la CDU après les propos du chancelier Friedrich Merz sur la politique migratoire. Celui-ci avait souligné que, malgré les progrès réalisés en matière d'intégration et de gestion des migrations, il existait encore « des problèmes visibles dans le paysage urbain » (Stadtbild), évoquant la nécessité de renforcer les mesures de retour des migrants en situation irrégulière. Ses déclarations, qu'il présentait comme une constatation factuelle des réalités locales, ont été critiquées par une partie de l'opposition et de la société civile, qui y ont vu une formulation ambiguë ou stigmatisante. Malgré les protestations, Friedrich Merz a maintenu ses propos, estimant qu'ils avaient été mal interprétés, et rappelant l'importance de nommer les difficultés sans détour, dans un souci de transparence et d'efficacité politique. Plusieurs dirigeants de la CDU et de la CSU, parmi lesquels Markus Söder, Daniel Günther et Hendrik Wüst, lui ont apporté leur soutien, saluant sa lucidité face aux défis d'intégration et sa volonté de parler sans tabou. Le député Roland Theis a, lui aussi, défendu cette approche, se disant heureux d'avoir « un chancelier qui ne ferme pas les yeux sur la réalité ». D'autres, comme Armin Laschet et Dennis Radtke, ont appelé à davantage de précision dans la communication, tout en reconnaissant la légitimité du débat soulevé. Tout en abordant les sujets sensibles liés à la migration, Merz a fermement réaffirmé son opposition à toute coopération avec l'AfD, qu'il considère comme le « principal adversaire » de la CDU. Dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, il a insisté sur la nécessité de renforcer la distance avec l'extrême droite, estimant que la « Brandmauer » (cordon sanitaire) devait être consolidée, non affaiblie. Merz a accusé l'AfD de remettre en cause les fondements mêmes de la République fédérale, telle qu'elle a été façonnée depuis Konrad Adenauer et défendue par la CDU. Il a toutefois précisé qu'il ne fallait pas laisser l'AfD dicter le comportement parlementaire de la CDU, soulignant qu'un parti démocratique devait rester maître de ses propres décisions — sans jamais franchir la ligne de la coopération politique.

L'Allemagne a décidé d'acheter 15 avions de combat F-35 supplémentaires au constructeur américain Lockheed Martin, pour un montant d'environ 2,5 milliards d'euros. Cette commande portera à 50 le nombre total de F-35 destinés à équiper la Luftwaffe, dans un contexte de tensions accrues avec la Russie. Ces appareils remplaceront progressivement la flotte vieillissante de Tornado, utilisés notamment pour le transport des bombes nucléaires américaines stockées en Allemagne. Cette décision, révélée par *Der Spiegel* et confirmée à Reuters, intervient après que Berlin avait initialement démenti tout projet d'achat complémentaire. Elle s'inscrit dans la hausse récente du budget allemand de la défense, voulue par le ministre Boris Pistorius. Toutefois, cette nouvelle commande pourrait raviver les tensions avec la France, les deux pays étant déjà en désaccord sur le développement de leur avion de combat commun SCAF/FCAS.

Heilbronn, ville allemande de 130 000 habitants, ambitionne de devenir la capitale européenne de l'intelligence artificielle (IA). Un immense campus d'innovation en IA, appelé IPAI, est en construction, financé à hauteur de trois milliards d'euros par des investisseurs privés, notamment le groupe Schwarz (Lidl, Kaufland), et le Land de Bade-Wurtemberg. Le campus accueillera 5 000 employés sur 30 hectares et réunira recherche, formation et industrie. De grandes entreprises comme SAP, Telekom, Porsche ou Vodafone sont partenaires du projet. Ce développement est salué comme un signal fort pour la souveraineté technologique européenne, même si l'Europe est loin derrière les États-Unis et la Chine dans le domaine des grands modèles de langage (LLMs), à cause d'un manque d'infrastructures et d'investissements. Néanmoins, selon des experts, l'Europe peut se distinguer par des solutions spécialisées et éthiques, axées sur la protection des données. Le projet IPAI pourrait jouer un rôle central en réunissant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'IA.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La Deutsche Bahn a décidé de se séparer de **Sigrid Nikutta**, présidente de sa filiale de fret DB Cargo, en proie à de graves difficultés financières. Cette décision, qui doit encore être validée par le conseil de surveillance le 30 octobre, constitue l'une des premières grandes mesures de la nouvelle présidente du groupe, Evelyn Palla, nommée récemment à la tête de la compagnie publique allemande. Sous la direction de Nikutta, DB Cargo, qui emploie actuellement environ 17 000 personnes, a accumulé plus de 3,1 milliards d'euros de pertes en six ans. Son plan de restructuration prévoyait une réduction d'effectifs d'environ 7 000 postes, la fermeture de plusieurs ateliers et la vente d'une partie du parc de locomotives, remplacées par des engins loués. Un audit interne commandé par la Deutsche Bahn a cependant conclu que ce plan n'était « pas objectivement apte à assurer une rentabilité durable », estimant plusieurs hypothèses trop optimistes dans le contexte actuel du marché.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



45,99 millions

L'emploi national en Allemagne a légèrement progressé de 0,1 % en 2024, atteignant **45,99 millions de personnes actives**. Dix Länder ont connu une hausse, avec Hambourg en tête (+0,8 %), tandis que le Sarre et la Mecklembourg-Poméranie-Occidentale enregistrent les baisses les plus marquées (-0,9 %). Les plus grands bassins d'emploi sont la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (9,82 millions), la Bavière (7,87 millions) et le Bade-Wurtemberg (6,42 millions). Ces évolutions s'expliquent par des facteurs démographiques, migratoires, ainsi que par des améliorations dans la garde d'enfants et le travail à temps partiel. Sur vingt ans, Berlin a vu son nombre d'actifs augmenter de plus de 40 %, principalement grâce à une forte croissance démographique et à l'attractivité économique croissante de la capitale. Hambourg (+30 %) et la Bavière (+23 %) suivent, tandis que la population active a diminué en Saxe-Anhalt et en Thuringe.